

brée et parallèle des effectifs militaires. Après plusieurs années de silence, les Soviétiques semblent bien avoir commencé récemment à s'intéresser à cette question. Le discours qu'a prononcé M. Brejnev à Tiflis en mai, les conversations que le Premier Ministre (M. Trudeau) a eues avec les dirigeants soviétiques à Moscou et le discours qu'a prononcé vendredi dernier M. Brejnev, tout cela indique assez clairement que l'Union soviétique commence à adopter une attitude plus ouverte à l'égard de la réduction des effectifs.

Les ministres sont convenus qu'il importe de poursuivre l'examen des données susceptibles d'établir que les négociations pourraient commencer. Les ministres se sont entendus pour que leurs gouvernements intensifient leur exploration de cette question de façon bilatérale avec les pays de l'Europe de l'Est. Incidemment, permettez-moi de dire que c'est en partie à cela que s'est employé notre premier ministre à Moscou.

Ils ont aussi décidé que les sous-ministres des Affaires étrangères ou d'autres hauts fonctionnaires se rencontrent à Bruxelles à une date rapprochée afin d'évaluer les résultats des contacts exploratoires et de se consulter sur la façon d'aborder, quant au fond et à la forme, la question de la réduction des effectifs. Le Canada a appuyé ces mesures et demandé qu'on poursuive une action plus directe. En réponse à une proposition canadienne, les ministres se sont montrés disposés à nommer en temps utile un représentant ou des représentants qui poursuivraient l'exploration actuelle au moyen d'entretiens avec l'Union soviétique et les autres gouvernements intéressés. Espérons que la création de l'Union soviétique et de ses alliés va indiquer une intention d'entreprendre sans retard des négociations actives sur cette question, qui est d'une importance vitale pour la sécurité et la stabilité de l'Europe.

J'ai profité de ma présence à la réunion pour avoir des entretiens bilatéraux avec quelques-uns de mes collègues des États-membres. L'entretien franc et direct que j'ai eu avec M. Patricio, ministre des Affaires étrangères du Portugal, devrait intéresser la Chambre tout particulièrement. J'ai indiqué clairement au ministre l'attitude ferme qui est celle du peuple canadien à l'égard de la politique coloniale que poursuit le Portugal en Afrique. J'ai résumé à son intention les entretiens que j'avais eus en mars avec des dirigeants de l'Afrique noire. J'ai demandé avec instance au Portugal, comme je l'avais fait déjà en d'autres occasions, de faire évoluer ses territoires africains vers l'autonomie de gouvernement, cela dans son propre intérêt comme dans celui de l'humanité tout entière.

Partant de la réunion de l'OTAN à Lisbonne, je me suis rendu à Paris, où avait lieu la réunion des ministres de l'OCDE. J'étais accompagné du secrétaire parlementaire du ministre de l'Industrie et du Commerce.

La réunion a porté surtout sur les perspectives économiques, sur la création d'un organisme de niveau élevé qui s'occuperait des problèmes relatifs à la libéralisation du commerce, et sur l'aide au développement. Au sujet des perspectives économiques, le climat dominant était celui d'un optimisme prudent. On prévoyait que les États membres, en particulier ceux de l'Amérique du Nord, connaîtraient une hausse du taux de croissance du PNB. J'ai été frappé de voir dans quelle mesure les États membres font face aux mêmes soucis et aux mêmes problèmes, soit ceux du chômage, de l'inflation et des

[L'hon. M. Sharp.]

dangers qui menacent le milieu physique. Ces problèmes vont continuer de se poser à nous et les participants ont conclu qu'il n'existe pas là de solution facile. Les Ministres se sont entendus, sans qu'on entende de voix dissidente, pour dire que l'inflation ne doit pas être la rançon du plein emploi. On a insisté sur la nécessité de lutter contre la mentalité inflationniste et j'ai demandé à l'Organisation, qui est par nature, dégagée des préoccupations politiques nationales, de poursuivre et d'intensifier tant ses études sur le problème que ses efforts visant à faire mieux comprendre au public les dangers insidieux de l'inflation.

On a étudié à fond les propositions du Secrétaire général touchant la création d'un groupe de niveau élevé qui serait chargé d'évaluer les problèmes courants du commerce international, d'examiner les moyens d'affronter ces problèmes et d'établir les diverses possibilités de solutions. Par cette initiative, le Secrétaire général voulait aussi maintenir le niveau élevé de libéralisation déjà réalisé en matière de commerce international et empêcher une régression à cet égard. Cette initiative a reçu beaucoup d'appui et les ministres sont convenus que le groupe devait être créé. J'ai exprimé notre intention très nette de faire un apport au travail du groupe et notre espoir de voir celui-ci engendrer de nouveaux progrès dans le domaine du commerce multilatéral sans porter atteinte aux responsabilités et aux prérogatives du GATT. La plupart des autres orateurs ont traité de ce point, auquel le communiqué fait écho.

Je dépose maintenant des exemplaires en français et en anglais des communiqués publiés à l'issue des réunions ministérielles de l'OTAN et de l'OCDE.

**M. Heath Macquarrie (Hillsborough):** Monsieur l'Orateur, je voudrais, pour commencer, souhaiter la bienvenue au ministre à son retour de son long et intéressant périple dans différents endroits et des réunions très importantes auxquelles il a assisté. Je le remercie de m'avoir fait parvenir le texte de son exposé. Je l'aurais remercié plus chaleureusement si je l'avais reçu quelques minutes avant qu'il ait commencé de le prononcer.

Il était tout indiqué de donner, comme il l'a fait, la première place dans son rapport au problème du Pakistan. Il n'est peut-être pas le plus important du monde, mais il est le plus urgent et peut, en fait, devenir le plus important. J'approuve donc l'insistance du ministre d'avoir abordé cette question en premier lieu. Je constate qu'il a eu, au sujet de cette question capitale, des entretiens à New York et qu'il en aura aussi avec le très éminent ministre des Affaires étrangères de l'Inde. Je tiens à formuler l'espoir que le gouvernement n'hésitera pas par excès de prudence, par mollesse et par timidité à considérer cette situation comme l'une des plus tragiques de l'humanité et ne se laissera pas prendre au piège des chinoïseries juridiques internationales.

Il se joue en ce moment en Inde une tragédie humaine effroyable et j'espère que nous ne bornerons pas nos efforts à fournir une aide financière. On ne peut accepter comme permanente la situation actuelle, où un pays est tenu de s'occuper de millions de réfugiés d'un autre pays. En d'autres termes, tandis que la nécessité immédiate est d'ordre humanitaire, une solution politique à long terme ne doit pas être refoulée au bas de la liste des priorités afin que tous les pays du monde ne voient jamais